

Référence : TG AMR 43/2018/015  
Index : 43/9027/2018

Daniel Ortega Saavedra  
Président de la république du Nicaragua

31 août 2018

## OBJET : Demande d'informations sur les allégations de violations des droits humains – Lettre ouverte

Monsieur le Président,

Je vous écris au nom d'Amnesty International, un mouvement mondial rassemblant plus de 7 millions de personnes et menant un travail d'enquête, de campagne et de communication pour la promotion et la défense des droits humains dans plus de 160 pays.

Depuis le mois d'avril 2018, Amnesty International recueille des informations sur place sur les graves violations des droits humains commises dans le cadre de la crise qui secoue actuellement le Nicaragua. La plupart des découvertes et conclusions de notre enquête et de notre observation ont été présentées dans le rapport intitulé [\*Disparar a matar : Estrategias de represión de la protesta social en Nicaragua\*](#). Dans ce rapport, l'organisation conclut que les autorités du Nicaragua ont mené une stratégie répressive, parfois volontairement meurtrière, destinée à sanctionner les voix dissidentes, à décourager les critiques de la population et à dissimuler les graves violations des droits humains qui ont été commises.

Récemment, Amnesty International a été informée du placement en détention de sept jeunes journalistes dans la ville de León le 25 août 2018. Bafouant totalement le principe de la présomption d'innocence, la police nationale a qualifié ces jeunes de « terroristes », notamment dans une publication sur sa page Internet datant du 29 août. D'après les informations rendues publiques, six des jeunes feraient partie de la Coordination universitaire pour la démocratie et la justice et auraient été arrêtés après avoir participé à une manifestation pacifique.

Face aux diverses informations selon lesquelles la privation de liberté à laquelle ces personnes sont soumises pourrait constituer une détention arbitraire, Amnesty International rappelle à l'État du Nicaragua que les autorités sont tenues de respecter les garanties prévues par les normes internationales en matière de droits humains. Ainsi, nous demandons des informations officielles et détaillées sur l'état actuel des personnes détenues et les mesures mises en œuvre par l'État du Nicaragua pour garantir le respect de leurs droits humains, ainsi que sur les actions menées pour mettre en œuvre les mesures conservatoires ordonnées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme en faveur de deux des personnes détenues.

D'après les informations dont dispose Amnesty International, les autorités judiciaires du Nicaragua se sont prononcées en faveur des recours en *habeas corpus* pour détention illégale des sept personnes détenues : Juan Pablo Alvarado, Christopher Olivas, Bayron Corea, Luis Quiroz, Yaritza Rostrán, Levis Artola et Victoria Obando.

Monsieur le Président, lors d'un entretien avec le journaliste Andrés Oppenheimer pour la chaîne CNN le 30 juillet 2018, vous avez fait allusion au travail d'information qu'Amnesty International mène dans le cadre de la crise actuelle et vous avez déclaré : « ils n'ont pas les informations certifiées » et « avec les autorités, nous sommes disposés à effectuer un travail de sélection pour démontrer clairement ce qu'il s'est passé ».

Cependant, depuis qu'Amnesty International a commencé son travail d'information sur la crise actuelle, l'organisation a demandé à plusieurs reprises à la police nationale, à l'Institut de médecine légale et au ministère public du Nicaragua de fournir des

informations et d'organiser des réunions. De plus, l'organisation a sollicité des rencontres avec la présidence de la République du Nicaragua. Malheureusement, à ce jour, l'organisation n'a reçu aucune réponse à ces demandes.

Amnesty International est extrêmement préoccupée par le fait que votre gouvernement n'ait, à ce jour, pas mis en place de mesures claires et efficaces pour mettre fin à la violente répression qui, en plus de quatre mois, a déjà coûté la vie à au moins 322 personnes (d'après les dernières informations publiées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme), dont la majorité ont été tuées par des policiers ou des membres de groupes d'autodéfense, et dans le cadre de laquelle des centaines de personnes ont été placées en détention.

Dans ce contexte, je profite de votre disponibilité pour vous faire part une nouvelle fois de notre volonté de recevoir des informations officielles qui permettraient de vérifier les allégations de graves violations des droits humains qui sont devenues une constante dans votre pays. De plus, nous vous demandons de faire cesser la répression et la politique du gouvernement consistant à sanctionner les personnes exerçant leur droit à la liberté d'expression et de manifestation pacifique en les emprisonnant.

Cordialement,



Erika Guevara Rosas  
Directrice du programme Amériques